Dossier de presse

24 mars 2022

La guerre en Ukraine
&
la sécurité alimentaire mondiale

Benoît Biteau
Député européen Les Verts/ALE
Vice-Président de la Commission de l'Agriculture

europeecologie.eu
@euroecolos

Contact Presse
Océane MARIEL
++33645483085
oceane.mariel@la.europarl.europa.eu

DOSSIER DE PRESSE

Eléments biographiques **4**

Edito **5**

Les impacts de la guerre en Ukraine sur les marchés agricoles **6**

1 - La guerre crée une situation tendue pour les agriculteurs et la sécurité alimentaire mondiale. 6

En Ukraine. 6

Dans le reste du monde. 6

2 – Au moins 750 millions de personnes en Afrique du Nord et au Proche-Orient dépendent directement des importations de céréales 7

FOCUS - L'Union européenne est-elle dépendante des exportations agricoles russes et ukrainiennes ? 7

3 - Les causes profondes de la crise, une organisation alimentaire néolibérale dérégulée 8

Les enjeux agricoles mondiaux 2022 - 2023 ..... **9**

1 – Produit-on assez dans le monde pour pallier les exportations russes et ukrainiennes ? 9

Jusqu'à la prochaine moisson 9

Et pour 2023 ? 10

Quelques ordres de grandeurs 10

2 - Si nous produisons assez, peut-on garantir des prix accessibles à tous ? 11

Les prix des matières premières agricoles s'envolent. 11

…sur des marchés déjà très tendus par la pandémie de COVID19, les zoonoses, l'augmentation du prix du gaz & les aléas climatiques 11

Le plan d'action de court terme des écologistes **13**

1. L'UE devra augmenter son assistance humanitaire au peuple ukrainien pour assurer la sécurité alimentaire à court terme en Ukraine ou pour les réfugiés dans l'UE par le biais de CARE et REACT-EU et en contribuant au plan d'intervention rapide de la FAO pour l'Ukraine. 13

2. L'UE doit mettre en œuvre, en coordination avec nos partenaires et les institutions internationales pertinentes tous les moyens d'éviter un défaut dans la balance de paiement des pays importateurs de denrées alimentaires de base que ce soit par des subventions directes ou par une restructuration de leur dette. 13

3. En ligne avec le point précédent, la Commission et les États membres devraient augmenter leurs contributions au Programme alimentaire mondial en utilisant la réserve de solidarité et d'urgence prévue dans le CFP et d'autres flexibilité si nécessaire. 13

4. L'Union Européenne doit impérativement prendre et appeler la communauté internationale à prendre des mesures visant à réduire autant que possible la spéculation sur les marchés des matières premières agricoles. 13

5. L'UE doit évaluer les possibilités de libérer des matières premières agricoles déjà disponibles pour atténuer le choc d'accessibilité économique et éviter une possible crise de disponibilité 14

Contact Presse
Océane MARIEL
++33645483085
oceane.mariel@la.europarl.europa.eu

6. La Commission doit évaluer tous les stocks (publics et privés) disponibles au niveau de l'UE et évaluer les moyens de les mobiliser pour atténuer les problèmes de disponibilité et d'accessibilité financière, notamment dans les pays tiers. Cette action doit aussi être généralisée au niveau international, en discussion avec nos partenaires..... 14

7. La Commission devrait publier à bref délai une proposition visant à stopper l'utilisation de cultures comestibles pour la production d'agrocarburants pendant au moins 2 ans. 14

8. Au niveau européen, il faut mettre en place un soutien financier pour assurer l'accès à la nourriture des ménages précaires. 14

9. L'Union Européenne doit soutenir les agriculteurs européens les plus touchés par la crise, dont notamment les éleveurs. Ce soutien doit donner lieu à la mise en place de plans de durabilité, recouvrant, pour les élevages, le développement de l'autonomie alimentaire. Ce soutien pourrait être financé par des taxes sur les bénéfices supplémentaires réalisés par les négociants en matières premières en relation avec la crise. 15

10. La Commission et les États membres devraient demander une réunion exceptionnelle du Comité de sécurité alimentaire mondiale des Nations unies afin de se coordonner avec les autres exportateurs de produits agricoles, d'évaluer leurs besoins avec les importateurs et de reproduire au niveau international les mesures nationales de l'UE, notamment en ce qui concerne les stocks, l'aide du PAM et les biocarburants. 15

Les arguments fallacieux des tenants de l'agriculture productiviste 16

« L'Europe doit produire plus pour pallier les exportations de la Russie et de l'Ukraine » - ça induit en erreur 16

«Il faut *libérer* le potentiel productif de l'Europe » - ça induit en erreur 16

Nous devons réduire les ambitions de la stratégie de la Ferme à la Fourchette POUR CONTRIBUER à la sécurité alimentaire mondiale - Faux 17

europeecologie.eu
@euroecolos

Contact Presse
Océane MARIEL
++33645483085
oceane.mariel@la.europarl.europa.eu

ELEMENTS BIOGRAPHIQUES

Benoît Biteau est député européen du groupe Verts/ALE depuis mai 2019.

Premier vice-président de la Commission de l'Agriculture, et membre des commissions Pêche – Développement, il entend bien permettre des changements de fond à l'échelon du continent, notamment via la PAC, afin de réconcilier humain et nature, terre et mer, agriculture et citoyens, par l'émergence de logiques respectueuses des équilibres, des ressources et de l'eau, des biodiversités, du climat et de la santé.

Il est issu d'une lignée de paysans des bords de Seudre, au cœur du prestigieux bassin de l'huître Marennes-Oléron, et de ses zones humides remarquables. Ingénieur agronome, l'agronomie est sa compétence transversale, mais il est aussi spécialiste de **génétique**, d'**écologie**, de **gestion de l'eau**.

Après de multiples expériences professionnelles dans le public et le privé, dans le monde du développement économique, de la recherche, de la préservation du patrimoine vivant, il devient paysan à 40 ans sur une structure agricole très intensive qu'il convertit à l'agroécologie avec succès. Sa ferme est d'ailleurs lauréate du Trophée National de l'Agriculture Durable en 2009.

Vice-président de Poitou-Charentes en 2010, il démontre que les politiques publiques courageuses et audacieuses peuvent significativement accompagner une modification profonde des pratiques agricoles, à l'instar des résultats obtenus sur sa ferme.

Le livre « Paysan Résistant ! », qu'il publie chez Fayard en 2018, retrace ce parcours personnel, professionnel et politique.

Contact Presse
Océane MARIEL
++33645483085
oceane.mariel@la.europarl.europa.eu

EDITO

Aujourd'hui le Parlement européen a adopté une résolution sur la réponse européenne à la guerre en Ukraine. L'urgence est là : **les marchés agricoles s'envolent, menaçant la sécurité alimentaire de près 1/6 des habitants dans le monde entier**. A-t-on produit et produirons-nous assez pour éviter les famines d'ici quelques mois ? Les prix des matières premières agricoles vont-ils être trop élevés pour que tous mangent à leur faim ?

Les questions auxquelles le Parlement européen devait apporter des réponses sont incontournables et graves. **L'Union européenne doit se montrer solidaire des pays importateurs net de céréales et contribuer à assurer la sécurité alimentaire mondiale**.

Dans cette résolution, le Parlement ne se montre pas à la hauteur de la responsabilité qui lui incombe. Il ne propose pas de réorienter les flux des céréales destinés à la production d'agrocarburants vers l'alimentation humaine ; il ne propose pas de réorienter une partie des flux destinés à engraisser du bétail vers de l'alimentation humaine. **Va-t-on priver 750 millions d'habitants d'Afrique du Nord et du Proche Orient de manger à leur faim pour produire du biogaz et engraisser du bétail en Europe ?**

Sur les prix non plus, rien n'a été acté pour garantir l'accessibilité des matières premières agricoles.

En outre, sur la réduction des mesures de protection du climat et de la biodiversité, le Parlement a proposé de :

- Autoriser la culture de terres mises en jachères et d'y autoriser l'épandage de pesticides, ce qui causera des dégâts irréversibles, sans produire des quantités en mesure de répondre au défaut d'exportations russes et ukrainiennes ;
- Flexibiliser les règles à l'importation, pour permettre notamment la commercialisation de produits OGM ou avec des LMR (limites maximales de résidus de pesticides) plus élevés.

Ces mesures sont inefficaces pour résoudre les déséquilibres des marchés agricoles et menacent gravement l'atteinte de la souveraineté alimentaire européenne. En se mettant volontairement des œillères pour s'en tenir à l'argument de « produire plus », le Parlement européen se rend complice du cynisme du Conseil et de la COPA-COGECA qui use de la guerre en Ukraine pour faire avancer leur agenda politique.

Le groupe des Verts/ALE a voté contre. Ce dossier de presse analyse la situation à laquelle nous devons collectivement faire face, présente le plan d'action que les écologistes ont défendu et détricote les dogmes éculés dans lesquels le Parlement s'est engouffré dans la réflexion de la réponse à apporter aux déséquilibres mondiaux des marchés agricoles.

Contact Presse
Océane MARIEL
++33645483085
oceane.mariel@la.europarl.europa.eu

LES IMPACTS DE LA GUERRE EN UKRAINE SUR LES MARCHES AGRICOLES

1 - LA GUERRE CREE UNE SITUATION TENDUE POUR LES AGRICULTEURS ET LA SECURITE ALIMENTAIRE MONDIALE.

La guerre de Poutine en Ukraine et les sanctions des pays occidentaux provoquent d'énormes perturbations dans les chaînes de valeur mondiales. L'énergie a été, à juste titre, au premier plan du débat européen, mais un autre produit de base devrait retenir notre attention : la nourriture.

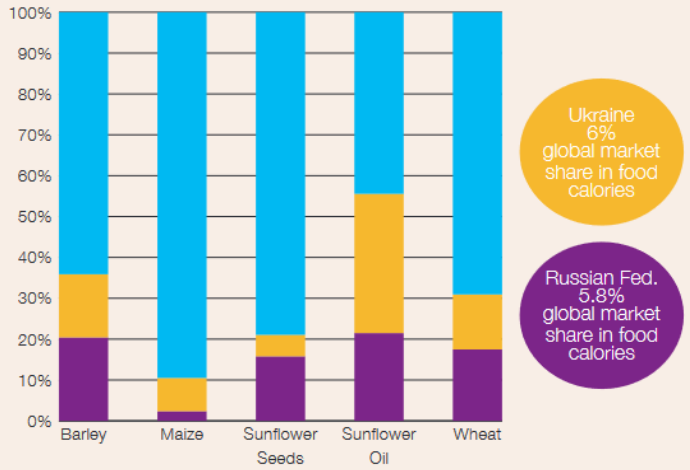
En Ukraine…

Les premiers concernés sont évidemment les Ukrainiens. Les possibilités d'accès à l'alimentation des populations directement impactées par le conflit se sont rapidement détériorées, notamment dans les villes assiégées par l'armée russe. L'Union européenne et la communauté internationale notamment via le plan alimentaire mondial (PAM) et la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) sont mobilisés pour apporter l'assistance nécessaire. Les 3 millions de personnes déjà réfugiées en Europe doivent aussi bénéficier d'un soutien alimentaire.

Dans le reste du monde…

La problématique ne s'arrête pas aux frontières ukrainiennes. L'Ukraine et la Russie sont toutes deux des acteurs clés du commerce mondial des denrées alimentaires. **Ces deux pays représentent à eux seuls environ 30 % du commerce mondial du blé,** matière première pour la fabrication de la semoule ou du pain, **70 % de celui du tournesol**, l'Ukraine fournit **15 % du marché mondial du maïs** et la Russie est l'un des principaux exportateurs **d'engrais synthétiques azotés** et de leurs composants, de même que la **Biélorussie** pour les engrais à base de **potasse**.

Figure 1: Global market shares (in volume) for key agricultural exports from Ukraine and Russian Federation



Source: TDM 2021 and IFPRI Trade in Macro-Nutrients database 2018-2020 average (Intra-EU flows excluded from totals).

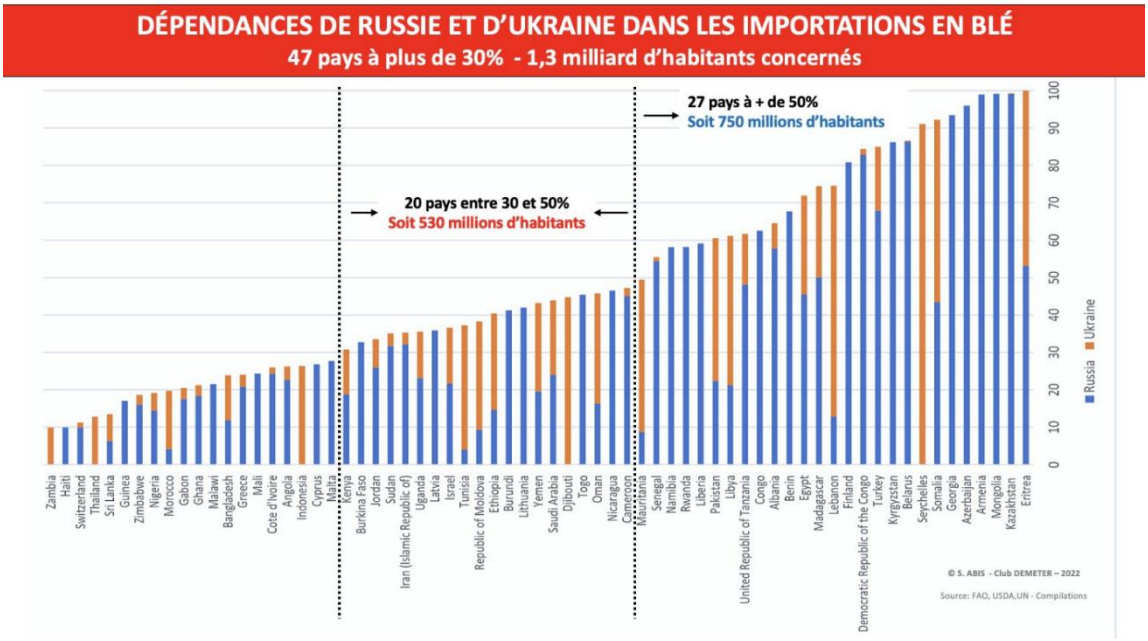
Avec la guerre, la plupart de ces exportations sont bloquées, ce qui entraîne une forte augmentation des prix et des coûts de production, ajoutant à la situation déjà tendue des marchés agricoles. Avant même l'invasion, l'indice des prix alimentaires de la FAO était à un niveau supérieur à celui de 2011.

europeecologie.eu
@euroecolos

Contact Presse
Océane MARIEL
++33645483085
oceane.mariel@la.europarl.europa.eu

2 – AU MOINS 750 MILLIONS DE PERSONNES EN AFRIQUE DU NORD ET AU PROCHE-ORIENT DEPENDENT DIRECTEMENT DES IMPORTATIONS DE CEREALES

Compte tenu de la spécialisation des pays dans des productions très spécifiques, sans intervention des pouvoirs publics, la guerre Ukraine pourrait causer une indisponibilité des matières premières agricoles ainsi qu'une augmentation inédite et catastrophique des prix pouvant **entrainer de nouvelles émeutes de la faim** dans les pays dépendants des importations (Afrique du Nord, Proche Orient).



La situation est catastrophique. Elle est d'une importance vitale pour plus d'un habitant sur 6 dans le monde.

FOCUS – L'UNION EUROPEENNE EST-ELLE DEPENDANTE DES EXPORTATIONS AGRICOLES RUSSES ET UKRAINIENNES ?

Dans l'Union européenne, la situation est un peu différente. L'UE est un exportateur net de produits agroalimentaires et **aucune pénurie n'est à craindre**. La situation se traduit cependant par une **forte augmentation des coûts de production**. Dans tous les types de production, la hausse des prix de l'énergie se répercute sur les prix des carburants agricoles. Comme 30% des engrais azotés synthétiques de l'UE et de leurs ingrédients proviennent de Russie et 27% de la potasse de l'UE de la Biélorussie, **les prix de ces intrants augmentent** également. La situation est similaire pour les aliments pour animaux tels que les tourteaux de tournesol. L'augmentation des coûts de production et la hausse des prix mondiaux pourraient également entraîner une **augmentation des prix à la consommation** qui pourrait être **dévastatrice pour les ménages précaires**, surtout en combinaison avec l'augmentation des prix de l'énergie.

europeecologie.eu
@euroecolos

Contact Presse
Océane MARIEL
++33645483085
oceane.mariel@la.europarl.europa.eu

3 - LES CAUSES PROFONDES DE LA CRISE. UNE ORGANISATION ALIMENTAIRE NEOLIBERALE DEREGULEE

La mise en place en 1994 des Accords sur l'Agriculture dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) a imposé des politiques néo-libérales. En faisant de la **compétitivité**, du **prix du marché mondial** et de la **fausse concurrence** des règles s'imposant à l'ensemble de la planète, **ces accords ont fragilisé la sécurité alimentaire mondiale.** Cette vision dépassée inspirée par Adam Smith et David Ricardo a créé les conditions pour cliver les régions de la planète, avec d'un côté celles qui produisent et de l'autre celles qui importent leur alimentation. **Ce déséquilibre des échanges entraîne également un endettement croissant des pays du Sud. Les conséquences sont catastrophiques.**

La Guerre en Ukraine met en évidence la faillite de ce système. **Près de 50 % du marché mondial des céréales pourrait être contrôlé par Vladimir Poutine si ses armées prennent le contrôle du pays**. Sa capacité d'influence en sera décuplée.

Via campesina et le mouvement antiglobalisation ont vu dès le début le danger qu'il y avait à laisser se mettre en place un marché mondial alimentaire régulé par les multinationales telles que Cargill, Glencore, ou ADM. Ils ont proposé en 1996 à Rome une autre manière de concevoir l'alimentation des peuples et des pays. Il s'agit de la **souveraineté alimentaire** qui permet aux pays ou aux groupes de pays de mettre en place les politiques alimentaires qui leur conviennent afin d'être les plus autonomes possibles et de créer des espaces régionaux d'échanges qui soient basés sur la complémentarité et non pas sur la concurrence acharnée.

La souveraineté a été, dans un premier temps, totalement ignorée par les instances nationales et internationales. Depuis une dizaine d'années, elle a commencé à être récupérée par les libéraux. **En Europe, la souveraineté alimentaire est totalement récupérée et vidée de son sens** par des organisations comme le COPA-COGECA qui en font de nouveau une arme alimentaire en reprenant le refrain des années 1970 avec la vocation de l'Europe à nourrir le monde. D'autant plus que cette « souveraineté » alimentaire défendue par les tenants du statu quo est un colosse aux pieds d'argile. **De quelle "souveraineté" parle-t-on lorsque la machine à inonder le monde de produits européens est alimentée par le gaz, l'azote russe et de la potasse biélorusse pour produire des céréales ?** Des tourteaux ukrainiens pour produire de la viande de porc ou de poulet ?

C'est cela que nous dénonçons depuis trente ans. Et **c'est cela que le groupe des Verts dénonce dans son vote contre la résolution sur la sécurité alimentaire votée aujourd'hui**. Nous ne pouvons pas en effet accepter que l'alimentation des populations puisse être utilisée comme une arme par la Russie. Le groupe des Verts doit demander une remise en cause claire des règles de l'OMC. Il en va de notre crédibilité en Europe et dans le monde. Il en va de la stabilité du monde.

Les causes de la situation dramatique que nous avons devant nous sont profondes et il faut les traiter. Mais avant tout il faut absolument éviter une répétition dramatique de la situation de 2008.

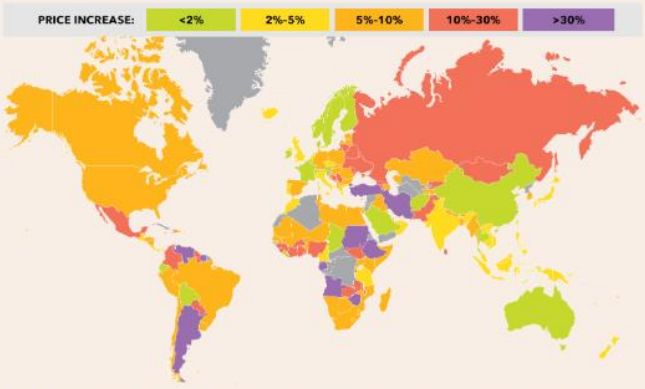
Contact Presse
Océane MARIEL
++33645483085
oceane.mariel@la.europarl.europa.eu

LES ENJEUX AGRICOLES MONDIAUX 2022 - 2023

La guerre en Ukraine et ses conséquences directes sur les marchés agricoles interviennent dans **un contexte structurel d'inflation sur les prix de l'alimentation** partout dans le monde.

En plus de la **disponibilité** des ressources (avoir produit assez), il est donc aussi question de **l'accessibilité** (garantir des prix abordables) des matières premières agricoles pour **éviter des famines,** à l'image de ce que nous avons malheureusement connu en 2008 suite à la crise financière.

Figure 2: Domestic consumer food price inflation around the world, January 2022 (year-on-year change in food consumer price index, %)



Source: Rob Vos, Joseph Glauber, Manuel Hernández, and David Laborde. 2022. COVID-19 and food inflation scares. In: Johan Swinnen & John McDermott. Eds. COVID-19 & Global Food Security: Two years Later. Washington: D.C.: International Food Policy Research Institute. Pp. 64-72.

Ainsi, deux facteurs pourraient conduire à des famines dans ces pays :

- **des prix trop élevés** (l'accessibilité)
- **l'absence de récoltes suffisantes et acheminables** (la disponibilité)

Les deux dimensions sont évidemment liées, notamment par les mécanismes d'offre et de demande mais peuvent aussi se déconnecter en lien avec les comportements de spéculation des acteurs économiques.

C'est pour répondre à ces deux facteurs que l'Union européenne et le reste du monde doivent s'engager pour éviter des famines.

1 – PRODUIT-ON ASSEZ DANS LE MONDE POUR PALLIER LES EXPORTATIONS RUSSES ET UKRAINIENNES ?

Jusqu'à la prochaine moisson

L'achat et la vente de céréales actuel est le fruit de la moisson de 2021. Théoriquement, il y a donc assez de céréales qui ont été produites l'an dernier pour approvisionner la demande. Plus de la moitié des récoltes ont déjà été exportées vers les pays dépendants des importations. Sur 97Mt de céréales produites en Russie et en Ukraine et destinées à l'exportation, autour de 52Mt ont déjà été exportées.

Il reste donc environ 46 millions de tonnes de céréales à exporter pour répondre à la demande.

europeecologie.eu
@euroecolos

Contact Presse
Océane MARIEL
++33645483085
oceane.mariel@la.europarl.europa.eu

Et pour 2023 ?

En Ukraine, nul ne peut prédire la quantité de la moisson 2022, ni celle des semis de printemps qui doivent avoir lieu maintenant. Une partie des agriculteurs ukrainiens ont quitté leurs exploitations pour aller combattre. D'autres ont vu leurs champs ravagés par des chars russes. D'autres encore ont vu leur matériel agricole détruit dans les bombardements. Plusieurs questions sont aujourd'hui sans réponse :

- Combien de temps la guerre va-t-elle continuer ?
- Si la guerre continue, l'Ukraine sera-t-elle en mesure d'assurer sa propre sécurité alimentaire ?
- Pourra-t-elle dans les prochains mois retrouver sa place dans le commerce mondial de céréales et d'oléagineux ?

Nous ignorons également la stratégie agricole de la Russie. Poutine va-t-il stopper les exportations russes de céréales et d'oléagineux pour perturber d'avantage les marchés agricoles et la géopolitique mondiale ? En a-t-il les moyens politiques et économiques ?

Compte tenu de ces incertitudes, nous devons prévoir le pire des scénarios, soit un arrêt total des exportations russes et ukrainiennes vers les pays importateurs nets.

Quelques ordres de grandeurs

Exportations

- La Russie exporte 45 millions de tonnes de céréales
- L'Ukraine exporte 52 millions de tonnes de céréales
- L'UE exporte 23 millions de tonnes dont 10 pour la France
- Le déficit à combler suite à la guerre et jusqu'à la prochaine campagne est d'environ 45 millions de tonnes
- Si la guerre continue, le déficit à combler pour la campagne 2022-2023 serait d'environ 97Mt

Agrocarburant

- L'UE produit 4950 ML de bioéthanol et 12330 ML de biodiesel. Ces productions consomment 11 millions de tonnes de céréales et 8.6 millions de tonnes d'huiles végétales qui pourraient servir à l'alimentation humaine et animale

Stocks

- Les stocks mondiaux de blé sont estimés à 282.4 (147.3 hors Chine) millions de tonnes pour le blé et 293.7 (108.5) millions de tonnes pour le maïs.
- L'UE dispose d'environ 30 millions de tonnes de stocks de céréales.

Jachères

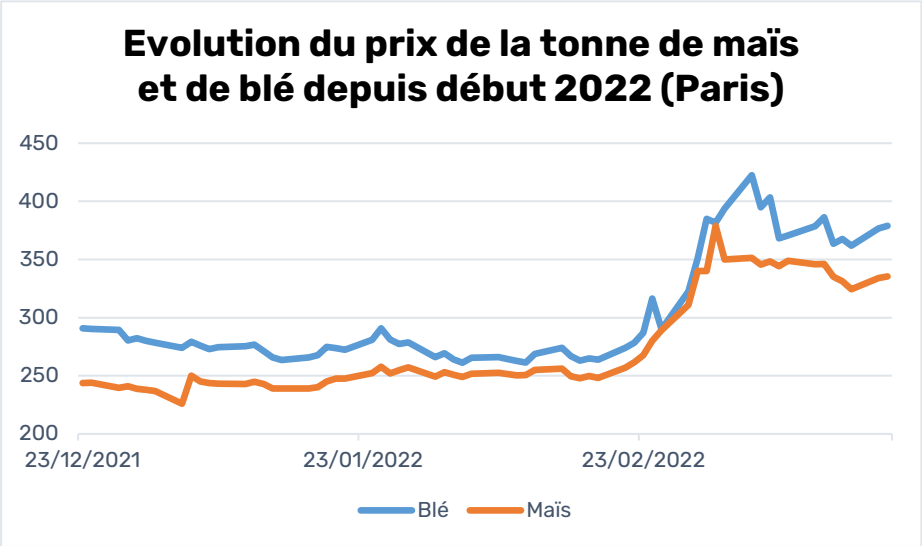
- La proposition centrale du PPE/COPA-COGECA/Denormandie est de mettre en culture les 4% d'infrastructures agro écologique prévu par le verdissement de la PAC
- Seules 2.6% des terres arables sont concernées (car vraiment en jachères) soit 2.6 millions d'hectares soit un potentiel de 11 millions de tonnes de blé

Contact Presse
Océane MARIEL
++33645483085
oceane.mariel@la.europarl.europa.eu

2 - SI NOUS PRODUISONS ASSEZ, PEUT-ON GARANTIR DES PRIX ACCESSIBLES A TOUS ?

Les prix des matières premières agricoles s'envolent…

Depuis le début de la guerre en Ukraine, les prix des matières premières agricoles s'envolent. Ce ne sont donc pas les seuls pays importateurs qui vont être impactés, mais bien l'ensemble de la planète. Le cours du blé a dépassé les 400€ la tonne, **atteignant 435€** la tonne le 7 mars dernier. Si elle est encore plus spectaculaire pour le blé, la hausse des cours concerne l'ensemble des céréales (blé, maïs), des oléagineux (tournesol) et des protéines végétales (soja).

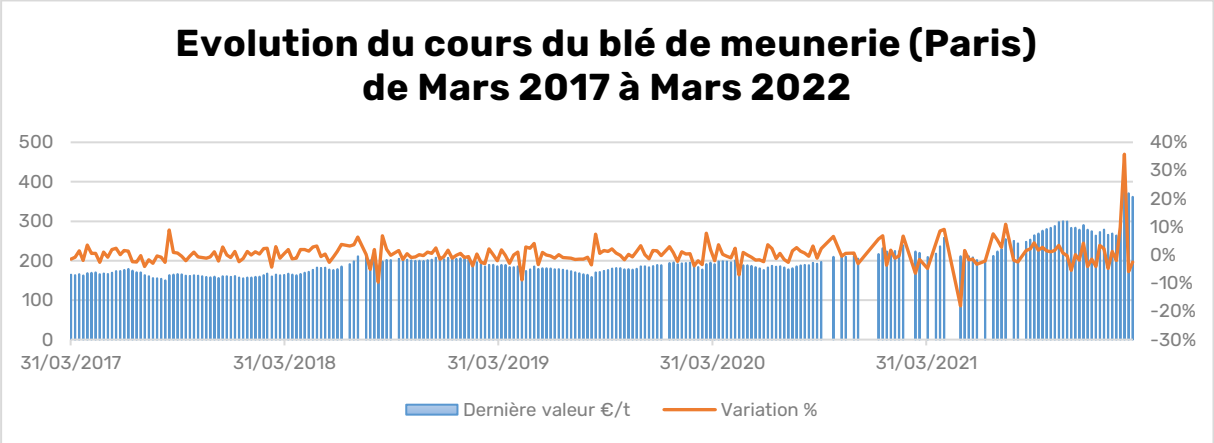


Source : Les Echos

Pour rappel, c'est la **hausse du cours à 300 euros la tonne** qui avait causé des **émeutes de la faim** et **déclenché les printemps arabes** en 2008. La situation est donc particulièrement critique.

…sur des marchés déjà très tendus par la pandémie de COVID19, les zoonoses, l'augmentation du prix du gaz & les aléas climatiques

Le prix du blé était déjà particulièrement élevé avant même le début de la guerre en Ukraine.



Source : Les Echos

europeecologie.eu
@euroecolos

Contact Presse
Océane MARIEL
++33645483085
oceane.mariel@la.europarl.europa.eu

Cette crise inédite intervient sur des marchés agricoles déjà tendus, où les prix des matières agricoles étaient déjà très élevés. La **pandémie de COVID19** a conduit certains pays comme la Russie et la Chine à mener des **politiques de stockage**, ce qui a engendré de la rareté et une hausse des prix.

2021 a également été une année record pour **l'augmentation des prix des engrais azotés[1] qui ont triplé** en raison de l'augmentation des prix du gaz.

Cette augmentation s'est répercutée sur le prix des matières premières agricoles.

Ajoutés à cela, les zoonoses (grippe aviaire, brucellose, peste porcine africaine etc…) ont fortement impacté les éleveurs, dont les revenus ont été pris en étau entre l'augmentation du coût des matières premières agricoles, la fermeture de certains marchés d'export et la stagnation des prix d'achat.

Et enfin, il y a le contexte climatique. Les cultures en Espagne, au Portugal et en France, entre autres, sont confrontées à de graves sécheresses.

Cette concurrence des crises économiques, politiques, climatiques et sanitaires, permise par l'organisation mondiale des marchés agricoles, est à la cause du contexte particulièrement tendu des marchés agricoles dans lequel intervient la guerre en Ukraine.

Agir sur le prix des matières premières agricoles est donc une nécessité absolue pour éviter que la guerre en Ukraine n'entraine des famines dans les pays importateurs nets, et une explosion des prix qui pourrait être dramatique pour les ménages les plus précaires et pour les agriculteurs & éleveurs partout dans le monde.

[1] Voir notre étude « Les engrais de synthèse, un fardeau climatique et social », https://claude-gruffat.eu/wp-content/uploads/2022/02/Engrais-azote%CC%81s-brochure-web-ppp.pdf

europeecologie.eu
@euroecolos

Contact Presse
Océane MARIEL
++33645483085
oceane.mariel@la.europarl.europa.eu

LE PLAN D'ACTION DE COURT TERME DES ECOLOGISTES

1. L'UE DEVRA AUGMENTER SON ASSISTANCE HUMANITAIRE AU PEUPLE UKRAINIEN POUR ASSURER LA SECURITE ALIMENTAIRE A COURT TERME EN UKRAINE OU POUR LES REFUGIES DANS L'UE PAR LE BIAIS DE CARE ET REACT-EU ET EN CONTRIBUANT AU PLAN D'INTERVENTION RAPIDE DE LA FAO POUR L'UKRAINE.

Le plan d'intervention rapide de la FAO pour l'Ukraine recherche 50 millions d'USD de financement pour aider 240 000 personnes vulnérables vivant en milieu rural en Ukraine. Seuls 9% (4,6 millions d'USD) ont été fournis à ce jour. Il y a déjà plus de trois millions de personnes réfugiées en Europe.

2. L'UE DOIT METTRE EN ŒUVRE, EN COORDINATION AVEC NOS PARTENAIRES ET LES INSTITUTIONS INTERNATIONALES PERTINENTES TOUS LES MOYENS D'EVITER UN DEFAUT DANS LA BALANCE DE PAIEMENT DES PAYS IMPORTATEURS DE DENREES ALIMENTAIRES DE BASE QUE CE SOIT PAR DES SUBVENTIONS DIRECTES OU PAR UNE RESTRUCTURATION DE LEUR DETTE.

L'urgence de la crise n'est pas dans la disponibilité de denrées alimentaires sur le court terme. Les quantités sont là, le problème principal pour les importateurs réside dans leur capacité à financer leurs importations. Un défaut de paiement dans un pays importateur serait catastrophique pour sa population. Certains mandats d'importation sont maintenant publiés avec des prix supérieurs à 450€/t. La crise alimentaire pourrait se répercuter en une crise de la dette, il faut donc absolument relancer ce débat, déjà présent pendant la pandémie.

3. EN LIGNE AVEC LE POINT PRECEDENT, LA COMMISSION ET LES ÉTATS MEMBRES DEVRAIENT AUGMENTER LEURS CONTRIBUTIONS AU PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL EN UTILISANT LA RESERVE DE SOLIDARITE ET D'URGENCE PREVUE DANS LE CFP ET D'AUTRES FLEXIBILITE SI NECESSAIRE.

La Commission et les États membres contribuent au PAM à hauteur de 465 millions d'euros par an et de 1,47 milliard d'euros par an respectivement. Le compte de la réserve de solidarité et d'urgence s'élève à 1,2 milliard d'euros, dont jusqu'à 35 % (420 millions d'euros, ce qui représente environ 1 million de tonnes de blé aux taux d'exportation actuels) peuvent être utilisés pour les pays tiers. Une flexibilité supplémentaire pourrait être accordée par l'utilisation de l'instrument de flexibilité.

4. L'UNION EUROPEENNE DOIT IMPERATIVEMENT PRENDRE ET APPELER LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE A PRENDRE DES MESURES VISANT A REDUIRE AUTANT QUE POSSIBLE LA SPECULATION SUR LES MARCHES DES MATIERES PREMIERES AGRICOLES.

La spéculation sur les marchés, la manipulation et le commerce des produits alimentaires de base peuvent gonfler artificiellement les prix de gros et entraîner la volatilité des marchés. Certaines pratiques doivent

europeecologie.eu
@euroecolos

Contact Presse
Océane MARIEL
++33645483085
oceane.mariel@la.europarl.europa.eu

être interdites comme la vente à découvert, les swaps de dette souveraine et de défaut de crédit, les options sur actions "à terme" et le commerce à haute fréquence des produits alimentaires de base, qui peuvent entraîner la manipulation des marchés, la fixation de prix prédateurs et la réalisation de profits. Le régime européen des limites de position est actuellement très permissif.

5. L'UE DOIT EVALUER LES POSSIBILITES DE LIBERER DES MATIERES PREMIERES AGRICOLES DEJA DISPONIBLES POUR ATTENUER LE CHOC D'ACCESSIBILITE ECONOMIQUE ET EVITER UNE POSSIBLE CRISE DE DISPONIBILITE

6. LA COMMISSION DOIT EVALUER TOUS LES STOCKS (PUBLICS ET PRIVES) DISPONIBLES AU NIVEAU DE L'UE ET EVALUER LES MOYENS DE LES MOBILISER POUR ATTENUER LES PROBLEMES DE DISPONIBILITE ET D'ACCESSIBILITE FINANCIERE, NOTAMMENT DANS LES PAYS TIERS. CETTE ACTION DOIT AUSSI ETRE GENERALISEE AU NIVEAU INTERNATIONAL, EN DISCUSSION AVEC NOS PARTENAIRES.

Les stocks mondiaux de blé sont actuellement estimés entre 277,9 et 291,1 millions de tonnes (136-153,7 sans la Chine) et entre 280,9 et 302,2 (92-140.7 sans la Chine) millions de tonnes pour le maïs (USDA, IGC & FAIO-AMIS). Les stocks céréaliers de l'UE représentent environ 30 millions de tonnes (dont 9,58 millions de tonnes de blé).

7. LA COMMISSION DEVRAIT PUBLIER A BREF DELAI UNE PROPOSITION VISANT A STOPPER L'UTILISATION DE CULTURES COMESTIBLES POUR LA PRODUCTION D'AGROCARBURANTS PENDANT AU MOINS 2 ANS.

L'UE a produit en 2021 4950 millions de litres de bioéthanol (produit à partir de cultures) et 12 330 millions de litres de biodiesel (produit à partir d'huiles végétales). Cela représente 11 millions de tonnes de céréales et 8,6 millions de tonnes d'huiles végétales qui pourraient être réorientées vers la consommation humaine et animale.

8. AU NIVEAU EUROPEEN, IL FAUT METTRE EN PLACE UN SOUTIEN FINANCIER POUR ASSURER L'ACCES A LA NOURRITURE DES MENAGES PRECAIRES.

En 2018, 21,7 % de la population de l'UE était menacée de pauvreté ou d'exclusion sociale. Si les prix des denrées alimentaires augmentent à l'intérieur de l'UE, ce sont eux qui seront le plus en danger d'insécurité alimentaire. L'un des soutiens importants que l'UE offre aux plus démunis est canalisé par le FEAD. La contribution de l'UE à ce programme s'élève à plus de 3,8 milliards d'euros (en prix courants) pour la période 2014-2020. En outre, les États membres doivent cofinancer au moins 15 % des coûts de leurs programmes opérationnels nationaux (environ 674 millions d'euros), ce qui porte le total des ressources canalisées par le fonds à environ 4,5 milliards d'euros. Entre 2014 et 2017, le FEAD a soutenu plus de 12 millions de personnes par an et, durant cette période, plus de 1,3 million de tonnes de nourriture ont été

europeecologie.eu
@euroecolos

Contact Presse
Océane MARIEL
++33645483085
oceane.mariel@la.europarl.europa.eu

distribuées. (79€/personne/an). Selon la Cour des comptes, 80% du budget du FEAD a été utilisé pour la distribution de denrées alimentaires.

9. L'UNION EUROPEENNE DOIT SOUTENIR LES AGRICULTEURS EUROPEENS LES PLUS TOUCHES PAR LA CRISE, DONT NOTAMMENT LES ELEVEURS. CE SOUTIEN DOIT DONNER LIEU A LA MISE EN PLACE DE PLANS DE DURABILITE, RECOUVRANT, POUR LES ELEVAGES, LE DEVELOPPEMENT DE L'AUTONOMIE ALIMENTAIRE. CE SOUTIEN POURRAIT ETRE FINANCE PAR DES TAXES SUR LES BENEFICES SUPPLEMENTAIRES REALISES PAR LES NEGOCIANTS EN MATIERES PREMIERES EN RELATION AVEC LA CRISE.

La situation a des conséquences très variées sur les agriculteurs. Pour les producteurs de céréales, les prix de marché sont élevés mais les coûts de production augmentent (engrais, carburant etc..). Il faudrait analyser plus finement la situation mais ce sont globalement les gagnants économiques de la situation. Au contraire, les éleveurs en système hors-sol/intensif (notamment lait, porc, poulet...) font face à des coûts de production très élevés (alimentation notamment) et à des prix du marché qui ne couvrent pas cette augmentation... Dans les systèmes de production animale plus autonome (viande bovine...), le carburant reste un problème, d'autant plus que le secteur est déjà très fragile économiquement parlant. Pour les fruits et légumes, cela reste à analyser complètement, les prix élevés de l'énergie sont un problème certain.

10. LA COMMISSION ET LES ÉTATS MEMBRES DEVRAIENT DEMANDER UNE REUNION EXCEPTIONNELLE DU COMITE DE SECURITE ALIMENTAIRE MONDIALE DES NATIONS UNIES AFIN DE SE COORDONNER AVEC LES AUTRES EXPORTATEURS DE PRODUITS AGRICOLES, D'EVALUER LEURS BESOINS AVEC LES IMPORTATEURS ET DE REPRODUIRE AU NIVEAU INTERNATIONAL LES MESURES NATIONALES DE L'UE, NOTAMMENT EN CE QUI CONCERNE LES STOCKS, L'AIDE DU PAM ET LES BIOCARBURANTS.

Le Comité de sécurité alimentaire mondiale de l'ONU devrait être le forum privilégié pour discuter de la crise. Les réunions du G7 ne sont pas adéquates dans cette situation car elles rassemblent principalement des pays exportateurs.

Contact Presse
Océane MARIEL
++33645483085
oceane.mariel@la.europarl.europa.eu

LES ARGUMENTS FALLACIEUX DES TENANTS DE L'AGRICULTURE PRODUCTIVISTE

« L'EUROPE DOIT PRODUIRE PLUS POUR PALLIER LES EXPORTATIONS DE LA RUSSIE ET DE L'UKRAINE » – ÇA INDUIT EN ERREUR

L'Union européenne doit se montrer solidaire des habitants des pays importateurs de denrées alimentaires. Cela doit être notre boussole dans la crise. J'avais fait une intervention en ce sens dès les premiers débats sur la réponse européenne suite à l'invasion russe en Ukraine[2].

Pour le ministre français de l'Agriculture Julien Denormandie et la Présidente de la FNSEA et du COPA-COGECA Christiane Lambert, la solution est simple. Il suffirait de "produire plus" en Europe pour pallier les exportations russes et ukrainiennes.

Ce raisonnement est trompeur ! Comme nous l'avons déjà dit, une crise alimentaire a toujours 2 dimensions : disponibilité et accessibilité. L'urgence à court terme pour les pays importateurs est l'accessibilité. La production supplémentaire qui pourrait être engagée maintenant ne sera disponible que dans plusieurs mois.

En se mettant volontairement des œillères pour s'en tenir à l'argument de « produire plus », le ministre et la COPA-COGECA se servent en réalité cyniquement de la guerre en Ukraine pour faire avancer leur agenda politique.

D'autant plus que même sur l'aspect disponibilité, leur réponse est loin d'être satisfaisante. Leur proposition principale est de mettre en culture les jachères prévues par la PAC pour préserver la biodiversité. Cela correspond à 2% des terres arables française soit un potentiel maximum de production de 2.6 millions de tonnes de blé (probablement beaucoup moins car les terres concernées sont peu productives et peu évidentes à cultiver). On est très loin des ordres de grandeur nécessaires.

«IL FAUT *LIBERER* LE POTENTIEL PRODUCTIF DE L'EUROPE » – ÇA INDUIT EN ERREUR

C'est le corollaire du « produire plus ». Pour les avocats de l'agriculture productiviste, pour pallier les conséquences agricoles de la guerre en Ukraine, il faut « produire plus », ce qui nécessite dans leur logiciel de **s'affranchir des règles sur la réduction des pesticides et des engrais de synthèse et de cultiver les terres aujourd'hui en jachère**.

Cette réponse est loin d'être satisfaisante. La mise en culture des jachères correspond à 2% des terres arables française soit un potentiel maximum de production de 2.6 millions de tonnes de blé (probablement beaucoup moins car les terres concernées sont peu productives et peu évidente à cultiver). **On est bien**

[2] Communiqué de presse de Benoît Biteau du 3 mars 2022, https://benoit-biteau.eu/a-la-une/ukraine-securite-alimentaire-face-a-lurgence-gardons-la-tete-froide/

loin des ordres de grandeur nécessaires. Les bénéfices sont très faibles alors que les coûts eux sont élevés. En remettant ces zones en culture avec des pesticides et des engrais de synthèse, on impacte sur le long terme les bénéfices environnementaux et agronomiques qu'elles procurent, bénéfices qui ont été financés avec de l'argent public ! **Cette mesure est totalement contre-productive.**

D'autant plus que pour mettre en culture ces terres, il va falloir des intrants et notamment des engrais azotés de synthèse. Les prix de ces intrants explosent et leur utilisation accroit notre dépendance au gaz et aux importations russes. **De quelle libération de la production parle-t-on quand cette dernière dépend du gaz, de l'azote russe et de la potasse biélorusse pour produire des céréales ? Des tourteaux ukrainiens pour produire de la viande de porc ou de poulet ?**

NOUS DEVONS REDUIRE LES AMBITIONS DE LA STRATEGIE DE LA FERME A LA FOURCHETTE POUR CONTRIBUER A LA SECURITE ALIMENTAIRE MONDIALE - FAUX

Depuis son adoption en octobre 2021, la stratégie de la Ferme à la Fourchette fait l'objet d'une **campagne de dénigrement**. Aux yeux de certains, elle conduirait l'Europe dans une décroissance agricole. Ces assertions sont malhonnêtes. Elles reposent principalement sur plusieurs études publiées autour de septembre 2021, qui ont toutes en commun d'adopter une approche très partielle et biaisée de la stratégie. Elles ne prennent pas en considération les changements de régimes alimentaires, les modifications de la politique commerciale, les interactions positives entre rendement et biodiversité... Et pour cause, toutes ces études reposent sur le même type de modèle, qui n'est conçu que pour évaluer des changements marginaux et non systémiques comme ceux de la Farm to Fork.

De l'autre côté, de multiples études environnementales démontrent la nécessité absolue d'agir pour **assurer la sécurité alimentaire sur le long terme**. Le dernier **rapport du GIEC** (sorti le jour de l'invasion) est très clair. La productivité agricole diminue sous l'effet des dégradations environnementales et **si nous ne faisons rien d'ici 2100 un tiers des terres agricoles pourrait devenir impropres à l'agriculture**. Il est vital de préserver des écosystèmes sains pour atténuer le choc climatique. L'agriculture est un secteur éminemment stratégique à cet égard.

Il est également fondamental de rappeler que si l'Union européenne est un exportateur agricole important en valeur, elle est un importateur net de calories alimentaires, à hauteur de 11% de sa consommation !

Et n'en déplaise aux détracteurs de la stratégie Farm to Fork, l'Union européenne peut devenir exportatrice nette de calories alimentaires[3] (à hauteur de 12%) et améliorer, si c'est son objectif, sa contribution à la sécurité alimentaire mondiale.

[3] IDDRI, Juillet 2021, *An agroecological Europe by 2050: What impact on land use, trade and global food security?*, https://www.iddri.org/en/publications-and-events/study/agroecological-europe-2050-what-impact-land-use-trade-and-global-food